Dans six ou huit mois, tous les Canadiens auront compris que ce bill anti-inflation rate son but. Ce que les Canadiens désirent, c'est l'amorce d'une baisse du coût de la vie, afin que les syndiqués n'aient plus à réclamer constamment des augmentations de salaires pour suivre les hausses de prix. Ce que les Canadiens désirent, c'est l'amorce d'un redressement qui nous amène à vivre selon nos moyens, conformément aux principes d'une saine modération. Mais ce bill ne leur donnera pas satisfaction. Il ne stabilisera pas les prix que la ménagère a sous les yeux lorsqu'elle se rend au magasin d'alimentation.

Ce bill ne donnera pas satisfaction, parce qu'il n'aidera pas les ouvriers, les petits salariés et les personnes à revenus fixes à payer l'augmentation continuelle de leurs loyers, du prix des voitures et des nombreux autres éléments de dépense de la vie quotidienne. Si nous n'en arrivons pas à assurer une baisse du coût de la vie au profit des ouvriers, des personnes à revenus fixes et des indigents, la mesure anti-inflationniste ne sera que de belles paroles sans effet, indigne de l'appui de notre population.

M. l'Orateur adjoint: La parole est au député de Rocky Mountain.

Une voix: Vous vous trompez de montagne.

M. Gus MacFarlane (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas candidat à la direction du parti.

Une voix: Heureusement.

M. MacFarlane: Je pense que le député de Rocky Mountain (M. Clark) est originaire des Maritimes, de sorte que nous avons bien des choses en commun, et nous respectons tous les deux l'honorable représentant de Halifax (M. Stanfield). Voilà une excellente entrée en matière, car je veux signaler que, pour ma part, même pendant une récente campagne électorale, j'ai affirmé que je ne doutais aucunement de la sincérité de l'honorable représentant de Halifax, même si je ne suis pas d'accord sur certaines de ses propositions et sa façon de les faire. A l'heure actuelle, je n'éprouve aucune difficulté à accepter entièrement la thèse exposée par le gouvernement. Je sais que je devrai expliquer ma volte-face à mes électeurs qui m'ont entendu déprécier une politique des prix et des salaires par le passé, et cela ne m'embarrasse aucunement.

Une voix: Cela m'embarrasse, moi.

M. MacFarlane: C'est votre problème, car ce n'est certainement pas le mien. Il importe de se rappeler qu'il faut toujours s'adapter à la situation, et si nous examinons le fond de la proposition gouvernementale . . .

M. Stanfield: Il faut savoir changer son fusil d'épaule quand c'est nécessaire.

M. MacFarlane: Oui, en effet. Puisque certaines personnes ont dit qu'il s'agissait d'une guerre contre l'inflation, il est bon de se rappeler qu'il ne suffit pas de gagner quelques batailles pour gagner la guerre. A mon avis, voilà la situation. Il nous faut maintenant considérer la situation à long terme. Nous devons renouveler les efforts que nous avons faits dans le passé. Nous devons vraiment considérer ce qui s'est passé autrefois.

En regardant la jeunesse d'aujourd'hui, nous devons nous rendre compte que ceux d'entre nous qui se sont battus lors de la Seconde guerre mondiale, et nos pères avant nous qui ont combattu pendant la Grande Guerre, étaient convaincus qu'ils se battaient pour une cause d'une importance vitale pour l'ensemble du Canada. Ceux d'entre nous qui n'ont pas fait la guerre n'ont pas eu à relever pareil défi, mais, que cela leur plaise ou non, nous nous sommes tous battus pour cette cause et nous espérons que les jeunes d'aujourd'hui ne seront pas appelés à relever pareil défi.

Si on prend le soin d'expliquer aux jeunes le but à atteindre, peut-être seront-ils disposés à répondre à l'appel. Il est peu probable que nous ayons à faire appel à des bénévoles. Si nous avons eu raison de demander à des gens d'abandonner leurs affaires pour piloter des avions outremer bénévolement, comme ce fut le cas durant la dernière guerre, nous devrions pouvoir demander aux cadres supérieurs de livrer la guerre à l'avarice à titre bénévole. Pourquoi ne pouvons-nous pas demander à nos dirigeants qui occupent des postes clé de remplir des fonctions où ils ne seraient pas une charge pour le gouvernement mais prêteraient leur concours dans cette guerre à l'avarice?

Il ne faudrait pas douter un instant qu'il s'agit d'une guerre à l'avarice. Il ne faudrait pas imputer la gravité de la situation d'aujourd'hui à un seul gouvernement, ou à un groupe de gouvernements, à un groupe de travailleurs ou à un groupe de personnes qui essayent de profiter de l'économie outre mesure. C'est une guerre à l'avarice, et je vous donne l'exemple d'une annonce qui paraissait dans un journal d'hier. Pouvez-vous imaginer que quelqu'un puisse annoncer qu'il changera les chèques de pension de vieillesse postdatés, moyennant 10 p. 100? Pouvez-vous imaginer qu'en ce moment quelqu'un veuille prélever 10 p. 100 sur un chèque de pension de vieillesse parce que les chèques ont été postés plus tôt en prévision d'une grève postale? Voilà la preuve que notre pays est aux prises aujourd'hui avec un énorme problème.

Nous devons tous nous jeter dans la bagarre et nous apprêter à tenir bon dans cette lutte économique. Je n'ai jamais douté un instant que dans notre pays les jeunes comme les moins jeunes sauraient réagir. Nous pourrions appeler à notre aide un grand nombre de retraités. Et beaucoup d'entre nous ici seraient prêts à s'atteler à la tâche, sans en attendre de rémunération, et cependant être en butte aux critiques que nous recueillons pour avoir accepté l'augmentation qui a été votée par la Chambre. Nous ne pensons pas que la situation actuelle nous rende meilleurs ou pires que quiconque. Nous pensons que la population du Canada est prête à répondre à l'appel du clairon qui doit réunir les combattants de cette bataille contre l'avarice.

Nous suggérons que cette mesure soit adoptée pour une période étendue, afin d'éviter certaines des ornières dans lesquelles n'ont pas manqué de tomber d'autres pays, et d'autres continents. Il semble que lorsque la réglementation concerne une période de temps relativement courte et bien précise, les gens sont prêts à supporter les restrictions imposées mais, une fois levées, ils se mettent à hausser les prix à nouveau de manière à récupérer ce qu'ils ont perdu.

A mon avis, la période de temps proposée doit être considérée de la même façon que pendant la dernière guerre, qui, aux dires de beaucoup, ne devait durer que trois ou quatre ans; mais lorsque l'on s'est rendu compte qu'elle allait se prolonger, chacun s'est appliqué de toutes ses forces à conquérir la victoire. L'effort commun a été dirigé contre l'ennemi commun. J'évoquerai ici encore le symbole de cette petite île. J'espère que le premier ministre (M. Trudeau) saura faire des réserves de son indomptable énergie pour convaincre la population, si cela est